



## PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

Service Eau et Environnement

arrêté n° 2017/SEE/032 portant prescriptions spécifiques à déclaration relatif à l'aménagement de serres multichapelles au lieu-dit La Plaine sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et à la création du bassin de rétention associé sur la commune de Geneston

### **LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE**

#### **PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**Officier de la Légion d'Honneur**

**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU la Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;
- VU le code de l'environnement notamment les articles L.214-1 à L.214-6 relatifs à la loi sur l'eau, les articles R.214-1 à R.214-56 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-3 ;
- VU le code civil et notamment son article 640 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993, modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 ;
- VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet coordonnateur de bassin portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin « Loire-Bretagne » ;
- VU l'arrêté du 17 avril 2015 portant approbation du SAGE Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu ;
- VU l'arrêté n° 2007/BE/026 en date du 9 février 2007, interdisant l'application de produits phytosanitaires à proximité des milieux aquatiques ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2016 donnant délégation de signature à monsieur Jean- Christophe Boursin, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;
- VU l'arrêté en date du 21 septembre 2016 portant subdélégation de signature de monsieur Jean-Christophe Boursin à certains de ses collaborateurs ;
- VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement le 02 décembre 2016 et complété le 20 janvier 2016, présenté par la SCEA Serres des Landes, 2 La Plaine, 44 310 Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, enregistré sous le n°44-2016-00320 et relatif à l'aménagement de serres multichapelles au lieu-dit La Plaine sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et le bassin de rétention associé sur la commune de Geneston ;

VU le récépissé de déclaration en date du 7 décembre 2016 concernant l'aménagement de serres multichapelles au lieu-dit La Plaine sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et le bassin de rétention associé sur la commune de Geneston ;

VU l'avis du déclarant du 06 février 2017 sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques transmis le 24 décembre 2016 ;

CONSIDERANT les impacts de l'imperméabilisation des sols sur la gestion quantitative des eaux ;

CONSIDERANT les enjeux sanitaires liés à l'usage de produits phytopharmaceutiques à proximité de lieux d'habitation ;

CONSIDERANT l'existence de bâtiments à vocations maraîchère et horticole à l'emplacement exact du projet ;

CONSIDERANT qu'au vu des caractéristiques particulières du projet, il convient de compléter les prescriptions générales applicables par des prescriptions spécifiques ;

## A R R E T E

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA DECLARATION

Il est donné acte au gérant de la la SCEA Serres des Landes, 2 La Plaine, 44 310 Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, ci-dessous nommé « le déclarant », de l'aménagement de serres multichapelles au lieu-dit La Plaine sur la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et de la création du bassin de rétention associé sur la commune de Geneston.

Ce projet présente les caractéristiques suivantes :

Surface d'écoulement des eaux impactée	<b>46 540 m<sup>2</sup></b>
Surface du plan d'eau	<b>10 200 m<sup>2</sup></b>
Système d'épuration des eaux pluviales	<b>OUI (bassin de phyto-épuration)</b>
Périodicité des pluies	<b>10 ans</b>
Volume d'eau retenue	<b>1 396 m<sup>3</sup></b>
Profondeur du plan d'eau max	<b>21 m</b>
Débit de fuite du projet	<b>13,95 l/s</b>
Débit de fuite à l'hectare	<b>3 l/s</b>
Besoin annuel en eau d'irrigation	<b>35 000 m<sup>3</sup></b>
Ressource exploitée	<b>Eaux de ruissellement</b>
Masse d'eau	<b>Bassin versant du ruisseau du Redour</b>
Volume total du Plan d'eau en pleine charge	<b>36 396 m<sup>3</sup></b>



A cette échéance, conformément à l'article R. 214-37 :

- copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de Saint Philbert de Grand Lieu et de Geneston où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Le dossier pourra être consulté en mairie de Saint Philbert de Grand Lieu.
- copie de ce récépissé est également adressée à la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Logne, Boulogne, Ognon et Lac de Grand Lieu, pour information.

De plus, le présent récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 Nantes Cedex, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an dans les conditions définies à l'article L. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou de la date d'affichage en mairies de Saint Philbert de Grand Lieu et de Geneston. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau et des milieux aquatiques devra être informé préalablement des dates de démarrage et d'achèvement des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'ouvrage, de l'installation ou de l'activité, objet du présent récépissé.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de cette déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi cette déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard 2 mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-45 du code de l'environnement, tout transfert du bénéfice de la présente déclaration doit être porté à la connaissance du préfet par le nouveau bénéficiaire dans les trois mois suivants la prise en charge de l'installation, l'ouvrage, des travaux ou des aménagements.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront à tout moment libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Nantes, le **07 DEC. 2016**

**Pour le Préfet et par délégation,**

**P/Le chef du Service Eau et Environnement,  
L'Adjoint, par intérim,**

**Bryan HENNING**



**PJ :**

**- Arrêtés ministériels référencés au tableau de nomenclature (p. 2).**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au Guichet unique de l'eau de la DDTM ;





## PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service eau - environnement  
Guichet unique de l'Eau

Dossier n° 44-2016-00320

### RECEPISSE DE DECLARATION

*concernant la création de serres en verre et utilisation du dispositif de rétention pour irrigation  
sur les communes de Saint Philbert de Grand Lieu et de Geneston*

### LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**ATTENTION** : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE  
DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et  
R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-  
Bretagne (SDAGE) ;

VU le code civil, et notamment son article 640 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement  
considéré complet le 02/12/16, présenté par la SCEA SERRE DES LANDES, 2, La Plaine,  
44310 Saint Philbert de Grand Lieu, enregistré sous le n°44-2016-00320 et relatif à la création  
de serres en verre et utilisation du dispositif de rétention pour irrigation sur les communes de  
Saint Philbert de Grand Lieu et de Geneston ;

### **donne récépissé :**

à la SCEA SERRE DES LANDES de sa déclaration concernant la création de serres en verre  
et utilisation du dispositif de rétention pour irrigation, dont la réalisation est prévue sur les  
communes de Saint Philbert de Grand Lieu et de Geneston.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
2.1.5.0	2° Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha.	Déclaration	/
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration	Arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié
3.2.4.0	2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors pisciculture mentionnées à l'article L431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7 du même code	Déclaration	Arrêté ministériel du 27 août 1999 modifié

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 02 février 2017**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service de police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.



Ce projet entre dans le champ de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Nature de la rubrique	Régime
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 3 ha	Déclaration

Le déclarant respecte les prescriptions générales fixées par les arrêtés ministériels désignés ci-dessous :

Rubrique	Référence de l'arrêté
3.2.3.0	Arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993, modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006.

## ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS GENERALES

Le déclarant prend toutes les précautions pour éviter de dégrader l'environnement. Il veille notamment à limiter le plus possible les risques de pollutions de toutes natures vis-à-vis de l'eau, du sol, de l'air ainsi que les nuisances sonores dues aux engins et au matériel.

Il respecte l'arrêté susvisé interdisant l'application de produits phytosanitaires à proximité des milieux aquatiques.

## ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

Prescriptions relatives au plan d'eau :

- *Équipement du plan d'eau*
  - Le plan d'eau est équipé d'un système de mesure du niveau d'eau (échelle ...) ;
  - Les prélèvements réalisés dans le plan d'eau sont mesurés à l'aide d'un compteur et un registre de ces prélèvements est tenu mois par mois et année par année et comprend à minima : les volumes prélevés, les précipitations intervenues ; les cultures concernées par l'irrigation, les incidents survenus lors de l'exploitation de l'installation de pompage et du comptage des prélèvements, les observations éventuelles concernant la qualité de l'eau, les conditions de rejet des eaux prélevées ou encore le régime des eaux.



Un modèle de registre est proposé en annexe du présent arrêté.

- Les registres de prélèvements sont gardés au minimum 5 ans et sont mis à disposition sur demande des services Police de l'Eau ;
- *Entretien du plan d'eau*
- Le déclarant avertit les services de Police de l'Eau au minimum trois mois avant tout curage du plan d'eau ;

#### **ARTICLE 4 - DUREE DE L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE**

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

#### **ARTICLE 5 - MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS**

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, la modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le déclarant postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

#### **ARTICLE 6 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS DU PROJET**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont implantés, réalisés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires au présent arrêté.

Toute modification apportée à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration, conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7 - DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Le déclarant est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le déclarant prend ou fait prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le déclarant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **ARTICLE 8 - ACCÈS AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.



## **ARTICLE 9 - TRANSFERT DE BENEFICIAIRE**

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité, conformément à l'article R214-45 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 10 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 11 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **ARTICLE 12 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Une copie de cet arrêté est transmise aux mairies de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et Geneston pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu pour information.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Loire-Atlantique pendant une durée d'au moins six mois.

## **ARTICLE 13 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision dans les mairies de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu et Geneston. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## **ARTICLE 14 - SANCTIONS**

En cas de non-respect de l'ensemble des prescriptions du présent arrêté, le déclarant s'expose aux sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement et aux sanctions pénales prévues par les articles L.173-3 et R216-12 du code de l'environnement.

## ARTICLE 15 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de loire-atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Nantes, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de la commune de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, le maire de la commune de geneston, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 10 FEV. 2017

Pour le directeur départemental des territoires et de la Mer et par subdélégation,

P/le chef du service Eau-Environnement,  
l'Adjoint,

Bryan HENNING